## Retraités : l'OSRA dénonce le mépris du gouvernement



Le conseil national de l'Organisation syndicale des retraités algériens (OSRA) s'est tenu ce samedi 10 février 2024. Il avait été convoqué par le bureau national pour décider de l'action à entreprendre pour répondre « à la politique de mépris et d'ignorance du gouvernement vis-à-vis des retraités de la CNR (communiqué du bureau national) ».

Les travaux du conseil national ont reflété le mécontentement, les inquiétudes et l'incompréhension de millions de retraités devant le mépris dont fait preuve le gouvernement, et les responsables de la CNR, par leur politique discriminatoire en violation de la constitution et des lois de la République.

Les membres du Conseil national unanimement, ont dénoncé la politique discriminatoire entamée en 2023 consistant en une petite augmentation des pensions de retraite pour certaines catégories de retraités et en la refusant à tous les autres. Cette mesure a visé à

opposer les retraités entre eux, alors que tous souffrent des mêmes conditions de vie notamment de l'inflation galopante incontrôlée sur les prix des produits de premières nécessités.

Les membres du conseil national estiment unanimement que cette politique se poursuit en 2024 en s'aggravant. Au 1er janvier, tous les retraités ont été exclus de l'augmentation promise par le président de la république alors que les hauts fonctionnaires, gérés par le FSR, ont été augmentés sans exception pour la simple et unique raison qu'ils Ils bénéficient de l'indexation de leurs pensions de retraite aux salaires des fonctionnaires en activité. Par contre, pour les retraités de la CNR ce bénéfice est refusé.

- Pour le gouvernement, il y a bien deux collèges de retraités.
- Advertisement -

Les membres du conseil national ont relevé unanimement que la vie chère frappe durement leur maigre budget, une maigreur qu'ils partagent avec l'ensemble des travailleurs. Leur pouvoir d'achat a chuté vertigineusement. Cela a été mesuré à travers des exemples vécus : les achats des mêmes produits alimentaires et dans des proportions identiques, strictement nécessaires hebdomadairement coutaient 11 000 dinars en juillet 2023, coutent aujourd'hui environ 18 000 dinars ; les fournitures scolaires ont augmenté de 100 à 300% ; les viandes rouges sont passées de 950 dinars à 3000 dinars en un an. Il apparait donc clairement que l'inflation officielle fixé à 10%, ce qui est déjà important, est sous estimée par les organismes officiels habilités à cet effet. regard de toute la situation décrite, le conseil national unanime a décidé :

- 1) de maintenir et de renforcer les revendications des retraités afin de .
- porter la pension de retraite minimum à 60 000 dinars ce qui induit une augmentation immédiate de 40 000 dinars de toutes les pensions de retraite;
- l'indexation à l'avenir de la pension de retraite sur l'inflation et sur les salaires des actifs ;
- L'abolition de l'IRG pour tous les retraités :
- porter la pension de retraite de 80 à 100% pour 32 ans travaillés.

- 2) d'organiser **un rassemblement national** unitaire pour revendiquer publiquement les besoins des retraités.
- 3) d'en appeler à la participation à cette action de toutes les organisations syndicales y compris la FNTR affiliée à l'UGTA et des associations de retraités.
- 4) de former une délégation du conseil national pour se concerter avec elles notamment sur la date à laquelle le rassemblement pourrait se tenir.
- 5) de former une commission pour dynamiser les comités locaux d'OSRA afin de structurer OSRA et partant de réussir le rassemblement national unitaire et combattif.
- 6) de reformuler la plate forme revendicative. Un membre du conseil national a été désigné pour présenter un rapport à la prochaine réunion du conseil national.

Les travaux du conseil national se sont déroulés en présence des délégués des retraités de Sonatrach qui luttent depuis des années pour leurs droits de mutualistes.

Le conseil national a apporté son soutien unanime et sa solidarité agissante à leur lutte et a affirmé se tenir à leur coté dans le combat qu'ils mènent contre la répression qui touche un de leurs camarades.

OSRA rappelle : « Nous sommes des retraités du travail et non de la lutte syndicale ».

Pour le Bureau national, Ahmed Badaoui, secrétaire général